

Haïti : la destruction d'un pays mille fois pillé et assassiné

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Janvier 2010

Haïti est situé sur une zone sismique à haut risque. Mais quand un tremblement de terre survient, il y fait mille fois plus de morts, au bas mot, qu'au Japon ou en Californie. Même chose quand il s'agit d'inondations ou d'ouragans et autres catastrophes naturelles.

Un dénuement qui n'a rien de naturel

Ah, c'est qu'il s'agit d'un des pays « les plus pauvres du monde » nous a-t-on ressassé sur les ondes. Certes. Mais le dénuement d'aujourd'hui n'a rien de naturel ! Haïti est ce pays « pauvre » qui a fait la fortune de certains des pays les plus riches de la planète, à commencer par la France et les Etats-Unis. Haïti, c'était la « perle des Antilles », comme disaient nos esclavagistes français au 18^e siècle qui bâtirent leur prospérité sur le sang et la sueur de 500 000 esclaves dans les plantations de tabac et d'indigo d'abord, puis de sucre et de café. Mais Haïti, c'est aussi un peuple révolutionnaire qui a le premier imposé l'abolition de l'esclavage à la France... laquelle le lui a fait ensuite très chèrement payer ! Un pays qui connut l'occupation des troupes françaises au 19^e siècle, puis américaines au vingtième siècle, avec à chaque fois de nouvelles formes de pillage économique et d'oppression politiques, via les dictateurs locaux. Un pays dont le peuple s'est révolté à maintes reprises et qui en dépit des répressions, de la dictature et de l'état de délabrement dans lequel les grandes puissances qui prétendent le protéger l'ont maintenu, n'a jamais été dupe.

“Pillage” ou survie... ?

Une semaine après la catastrophe les plus pauvres en sont toujours réduits à gratter les décombres à mains nues pour récupérer les morts et les quelques survivants, toujours sans eau potable ni nourriture. La télé, par exemple, commence à nous parler des « pillages » en Haïti, avec une bonne dose de mépris sous-jacent pour ce peuple qui gère à mains nues sa catastrophe. Comme le disait à juste titre un écrivain haïtien rescapé, *« il y a une expression qu'il faudrait cesser d'employer à tort et à travers, c'est celle de pillage. Quand les gens, au péril de leur vie vont dans les décombres chercher de quoi boire et se nourrir avant que des grues ne viennent tout raser, cela ne*

s'apparente pas à du pillage mais à de la survie ». Ces plus pauvres sur lesquels la police a déjà tiré, alors qu'ils tentaient de récupérer quelque chose dans des supermarchés effondrés !

Des centaines de milliards pour les banques, combien pour Haïti ?

Si dans l'immédiat il y a des questions à se poser, c'est pourquoi nos si grandes puissances, avec leurs porte-avions nucléaires, leurs norias d'hélicoptères, leurs administrations pléthoriques, n'ont toujours pas été capables, au bout d'une semaine, de coordonner l'aide humanitaire qui afflue d'un peu partout. Nos chefs d'Etat promettent 400 ou 500 millions de dollars pour les secours à Haïti, quand en quelques jours ils étaient capables d'en débloquer ici 350 milliards et aux Etats-Unis 700 milliards au secours des banques. Sans parler des milliards engloutis dans la guerre d'Afghanistan.

Il n'y a plus d'Etat, nous explique-t-on, qui de toute façon était fort corrompu. Mais cela fait des années que les forces de l'ONU occupent Port-au-Prince pour pérenniser la misère dictée par la FMI, sans remédier à quoi que ce soit, sauf pour prêter main forte à diverses répressions contre la population, comme on l'a vu lors des émeutes de la faim en 2008.

On nous promet désormais tant et plus grâce à l'arrivée imminente de 10 000 marines américains. Là aussi, le peuple haïtien a de quoi rester sceptique sur les vertus humanitaires des occupations militaires des prétendus grands « protecteurs » de Haïti. L'aide internationale massive face à cette dernière catastrophe, c'est la moindre des choses de la part de ces grandes puissances qui ont fait le malheur du peuple haïtien.

Reste l'énergie, la solidarité et la tradition révolutionnaire du peuple haïtien, qui n'ont pas dit leur dernier mot.

Le 19 janvier 2010.

CLIO IV A FLINS : MENTEURS ET MAÎTRES CHANTEURS

Samedi 16 janvier, après une entrevue avec Sarkozy, Carlos Ghosn a déclaré qu'une partie de la production de la Clio continuerait d'avoir lieu à Flins, mais a été clair : « Parler aujourd'hui de volume n'est pas très réaliste ».



Bref aucun engagement n'est pris : Renault compte bien poursuivre la destruction des emplois qui touche Flins comme le reste de l'industrie automobile. Quant à Sarkozy, on se rappelle qu'il y a 3 ans, il avait promis de sauver l'aciérie de Gandrange en Lorraine. On sait ce qu'il est advenu de ces promesses. Sans compter la

Commission de Bruxelles qui a vite rappelé « l'engagement que les prêts aux constructeurs automobiles nationaux n'imposent aucune condition sur les localisations de leur usine ».

En fait, dans sa confrontation spectacle, Renault cherche, d'une part à récupérer des subventions supplémentaires, d'autre part à justifier des mesures supplémentaires de flexibilité du travail, après les trois milliards de l'hiver dernier. En clair, encore plus d'avantages ou c'est la fin programmée de l'usine de Flins. Cela s'appelle du chantage !

Alors, aujourd'hui, à Flins comme à Cléon et ailleurs, la meilleure assurance pour l'emploi va résider dans la capacité des travailleurs à se mobiliser pour défendre bec et ongles leurs droits, leurs salaires, leurs durée et conditions de travail.

L'AVEU

Dès l'annonce du choix de Bursa en Turquie comme usine pilote de la fabrication de la future Clio, ministres et chef de l'Etat ont levé la voix pour rappeler que l'Etat était actionnaire de Renault. Pour la première fois depuis des années, on entend un gouvernement rappeler qu'il détient encore 15% du capital de Renault. Renault est privatisé depuis 1987, mais la prise de participation majoritaire de capitaux privés s'est déroulée en plusieurs étapes. L'avant-dernière au eu lieu en 2001 à l'initiative de Laurent Fabius et Louis Schweitzer.

Aujourd'hui, il se confirme donc que tous les choix de suppressions d'emploi, et de rentabilisation à outrance ont été faits avec l'aval des gouvernements - tant de gauche que de droite - demeurés actionnaires de Renault. Puisqu'ils affichent leur responsabilité partagée, les travailleurs sont en droit de demander des comptes, tant à la direction de Renault qu'au gouvernement.

RELAXE POUR LES SIX DE CONTINENTAL

En novembre dernier, 6 travailleurs de Continental avaient été condamnés à des peines de 3 à 5 mois de prison avec sursis pour des dégradations à la Préfecture de Compiègne, lors d'une manifestation contre la fermeture de leur site et la suppression de 1 200 emplois. A défaut d'actes précis pouvant leur être reprochés, on avait assisté au retour de la « loi anti-casseurs » instituant une responsabilité « individuelle » pour des actions et manifestations « collectives ». La semaine dernière, ils étaient rejugés en appel à Amiens.

En confirmant leur condamnation, l'Etat, le gouvernement marqueraient leur volonté de punir les travailleurs qui osent résister à la destruction de leurs emplois, simplement pour augmenter les profits, sans se soucier des conséquences : travailleurs au chômage, familles dans la misère. S'il y a violence, elle est bien du côté de ceux qui ferment les usines, licencient plus de mille salariés par jour, organisent la précarité, écrasent les travailleurs sous les charges de travail, les poussent au suicide par le stress et le harcèlement. Le 5 février prochain, les 6 de Continental doivent être relaxés !

AFGHANISTAN : PAS UN HOMME, PAS UN EURO POUR LEUR SALE GUERRE ! RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES DE L'OTAN !

La semaine prochaine, une réunion des chefs d'Etats des pays alliés des USA décidera de leur participation à l'effort militaire demandé par Obama, suite à sa décision d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires d'ici à l'été. Sarkozy annoncera la position française. Mais déjà, des gendarmes ont été envoyés en renfort des 3 300 soldats et 150 gendarmes français déjà présents en Afghanistan. Cette guerre ne vise nullement la démocratie ou la paix, comme le prétend Obama. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, son objectif est de s'assurer le contrôle d'une position stratégique comme en Irak, en Somalie, au Yémen ou au Moyen-Orient. Au lieu d'affaiblir les talibans, l'occupation du pays pousse dans leurs bras les classes populaires. Elle exacerbe les tensions et nourrit le terrorisme, tout en obligeant les USA et leurs alliés de l'OTAN à se lancer dans une fuite en avant militaire sans issue. Ce sont ainsi de nouvelles vies humaines et des milliards de dollars et d'euros que les dirigeants des puissances impérialistes s'approprient à sacrifier pour assurer leur contrôle du monde contre les peuples.

RETRAITES : LE GOUVERNEMENT SE PRÉPARE A COGNER

Sarkozy l'a répété à l'occasion de ses vœux pour la nouvelle année : il y aura un grand rendez-vous « social » concernant les retraites à la mi-2010. En clair, juste après les élections régionales de mars. Dans le collimateur, la volonté de porter l'âge légal de la retraite à 62 ou 63 ans, alors qu'à 60 ans, 60% des salariés ne travaillent déjà plus, après avoir été virés de leur entreprise et avoir échoué à retrouver du boulot.

Pas de quoi ébranler la première secrétaire du PS, Martine Aubry, qui interrogée par Le grand Jury-RTL-Le Figaro-LCI a jugé inévitable de repousser l'âge de départ et estimé « qu'on va très certainement aller vers 61 ou 62 ans ».

Après de telles déclarations visant à démoraliser et démobiliser les travailleurs avant les indispensables bagarres à venir, il y a vraiment urgence à construire une véritable alternative à cette gauche du consensus avec le pouvoir en place.

Pour nous contacter :

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>